

Universal Periodic Review

(21st session)

Contribution of UNESCO to Compilation of UN information

(to Part I. A. and to Part III - F, J, K, and P)

Guinea

I. BACKGROUND AND FRAMEWORK

A. Scope of international obligations: Human rights treaties which fall within the competence of UNESCO and international instruments adopted by UNESCO

1. Table:

<i>Title</i>	<i>Date of ratification, accession or succession</i> dd/mm/yyyy	<i>Declarations /reservations</i>	<i>Recognition of specific competences of treaty bodies</i>	<i>Reference to the rights within UNESCO's fields of competence</i>
Convention against Discrimination in Education (1960)	11/12/1964 Acceptance	<i>Reservations to this Convention shall not be permitted</i>		Right to education
Convention on Technical and Vocational Education (1989)	Not state party to this Convention			Right to education
Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage (1972)	18/03/1979 Ratification			Right to take part in cultural life
Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage (2003)	20/02/2008 Ratification			Right to take part in cultural life
Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions (2005)	20/02/2008 Ratification			Right to take part in cultural life

II. Input to Part III. Implementation of international human rights obligations, taking into account applicable international humanitarian law to items F, J, K, and P

Right to education

Cadre constitutionnel :

2. Le **Décret D/068/PRG/CNDD/SGPRG/2010 promulguant la Constitution**¹ a été adopté par le Conseil National de la Transition le 19 avril 2010. La nouvelle Constitution prévoit à l'**article 1** que : « La Guinée [...] assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race, d'ethnie, de sexe, de religion et d'opinion. Elle respecte toutes les croyances. [...] ». L'**article 8** ajoute que « Tous les êtres humains sont égaux devant la loi. Les hommes et les femmes ont les mêmes droits. Nul ne doit être privilégié ou désavantagé en raison de sa naissance, de sa race, de son ethnie, de sa langue, de ses croyances et de ses opinions politiques, philosophiques ou religieuses. »

3. L'**article 23** dispose que « L'Etat doit promouvoir le bien-être des citoyens, protéger et défendre les droits de la personne humaine et les défenseurs des droits humains. » Cet article ajoute que l'Etat « assure l'enseignement de la jeunesse qui est obligatoire. Il crée les conditions et les institutions permettant à chacun de se former. »² De plus, l'**article 18** énonce que « [...] Les parents ont le droit et le devoir d'assurer l'éducation et la santé physique et morale de leurs enfants [...] » et l'**article 19** ajoute que « La jeunesse doit être particulièrement protégée par l'Etat et les collectivités. [...] les personnes handicapées ont droit à l'assistance et à la protection de l'Etat, des Collectivités et de la société [...]. »

4. En ce qui concerne l'éducation aux droits de l'homme, l'**article 25** prévoit que : « L'Etat a le devoir d'assurer la diffusion et l'enseignement de la Constitution, de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples de 1981 ainsi que de tous les instruments internationaux ratifiés relatifs aux Droits humains. L'Etat doit intégrer les droits de la personne humaine dans les programmes d'alphabétisation et d'enseignement aux différents cycles scolaires et universitaires et dans tous les programmes de formations des forces armées, des forces de sécurité publique et assimilés. L'Etat doit également assurer dans les langues nationales par tous les moyens de communication de masse, en particulier par la radiodiffusion et la télévision, la diffusion et l'enseignement de ces mêmes droits. »

Cadre législatif :

5. Le cadre législatif de base pour l'éducation en Guinée est composé de :

¹ <http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/d9f5066b89d9462f7ef914e6a2d0b1d032fb62fc.pdf>

² L'article 21 de l'ancienne Constitution de 1990 (actuellement article 23) prévoyait également que l'Etat garantissait « la liberté de l'enseignement » et contrôlait « les écoles privées. » Cette disposition a disparu dans la nouvelle Constitution.

- a) La *loi portant orientation de l'éducation nationale n° L.97/022/AN du 19 juin 1997*³, qui définit les caractéristiques fondamentales de l'éducation en République de Guinée. Cette loi prévoit notamment que "Le droit à l'éducation est garanti à chacun afin de développer sa personnalité, d'élever son niveau de formation initiale et continue, de s'insérer dans la vie sociale et professionnelle."⁴
- b) Le *décret n° 97/196/PRG/SGG du 21 août 1997 portant organisation du système d'éducation*, qui prend en charge les principales innovations en matière d'organisation et de structures introduites au cours des années 90. Au plan général l'éducation est reconnue comme la première priorité nationale. La scolarité obligatoire se limite à l'enseignement primaire.⁵

Policy Framework:

6. Le **Programme sectoriel de l'éducation (PSE) 2008-2015**⁶ a pour ambition « d'une part [de] contribuer à l'atteinte de la scolarisation primaire universelle de qualité pour vaincre l'analphabétisme et ses corollaires, et d'autre part, [d'] améliorer la qualité et la pertinence de l'offre éducative au niveau post primaire pour la formation de cadres et agents compétents et capables de s'insérer harmonieusement dans la vie active. »⁷

7. « La vision du **Programme Sectoriel de l'Education (PSE)**, en relation avec la stratégie de réduction de la pauvreté et les objectifs du millénaire pour le développement, se situe dans l'articulation des objectifs suivants :

- a) Soutenir le système éducatif pour favoriser la croissance économique, considérée comme le principal moteur de la réduction à terme de la pauvreté ;
- b) Cibler des actions pour permettre progressivement de corriger les disparités liées au genre, aux zones, aux revenus et éviter l'exclusion ;
- c) Elaborer une stratégie à même de produire du capital humain qui réponde aux demandes des secteurs informel et moderne de l'économie pour offrir une éducation de qualité à tous les apprenant(e)s à travers un meilleur dispositif de gestion du rendement du système

³ Données mondiales de l'éducation, Bureau International de l'Education, Septième Edition 2010/11, p. 2, consultable sur : http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Guinea.pdf

⁴ Rapport de la Guinée soumis dans le cadre de la Septième consultation des Etats Membres sur la mise en œuvre de la Convention et Recommandation de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement de 1960

⁵ Données mondiales de l'éducation, Bureau International de l'Education, Septième Edition 2010/11, p. 2, consultable sur :

http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Guinea.pdf (Consulté le 31 octobre 2013)

⁶ <http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/4d80141ad804aac467294321209f4ed7141270ea.pdf>

⁷ Programme sectoriel de l'éducation (PSE) 2008-2015, p. 3, consultable sur :

<http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/4d80141ad804aac467294321209f4ed7141270ea.pdf> (Consulté le 31 octobre 2013)

éducatif, l'accroissement de l'accès à tous les niveaux et un meilleur suivi de l'amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage. »⁸

8. « Le Gouvernement entend, ainsi, orienter ses actions vers les options stratégiques suivantes :

1. Conforter les progrès de l'éducation de base par l'amélioration de la couverture et de la rétention, de la qualité des apprentissages et la correction des disparités à tous les niveaux ;
2. Développer des mécanismes de régulation des flux entre les différents paliers du système éducatif par : (i) un arbitrage conséquent entre quantité et qualité ; (ii) l'introduction de la formation professionnelle de courte durée à la fin du primaire et du premier cycle du secondaire ;
3. Intensifier la formation des enseignants polyvalents du secondaire en s'inspirant des expériences réussies dans la formation initiale des maîtres du primaire et former des enseignants et chercheurs de qualité en nombre suffisant pour répondre aux besoins de l'enseignement technique professionnel et de l'enseignement supérieur ;
4. Capitaliser et généraliser les expériences réussies en matière de participation communautaire dans la gestion de l'école et de planification du développement de l'éducation au niveau déconcentré ;
5. Elaborer et mettre en œuvre un plan sectoriel de renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et individuelles en vue d'une transformation plus efficace des intrants en résultats ;
6. Intensifier la lutte contre l'analphabétisme à travers des programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle. »⁹

9. « Par ailleurs, le PSE contribuera à la **lutte contre les formes intolérables de travail des enfants** se livrant à des travaux marginaux par le développement des structures de récupération et de scolarisation. A tous les niveaux de l'éducation, le Gouvernement accordera une attention particulière aux préoccupations transversales relatives à la **lutte contre la propagation du VIH/SIDA**, à la **promotion de l'équité**, à l'**éducation civique, environnementale, artistique et sportive**. »¹⁰

Coopération :

10. La Guinée **est partie** à la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement de 1960 depuis le 11/12/1964.

⁸ Programme sectoriel de l'éducation (PSE) 2008-2015, p. 8, consultable sur :

<http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/4d80141ad804aac467294321209f4ed7141270ea.pdf>

(Consulté le 31 octobre 2013)

⁹ Programme sectoriel de l'éducation (PSE) 2008-2015, p. 9, consultable sur :

<http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/4d80141ad804aac467294321209f4ed7141270ea.pdf>

(Consulté le 31 octobre 2013)

¹⁰ Programme sectoriel de l'éducation (PSE) 2008-2015, p. 9, consultable sur :

<http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/4d80141ad804aac467294321209f4ed7141270ea.pdf>

(Consulté le 31 octobre 2013)

11. La Guinée **n'a pas soumis de rapport** à l'UNESCO sur les mesures prises pour mettre en œuvre la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement de 1960 dans le cadre de la :

- **Sixième consultation** des Etats membres (couvrant la période 1994-1999)
- **Huitième consultation** des Etats membres (couvrant la période 2006-2011)

12. Cependant, la Guinée **a soumis un rapport** à l'UNESCO dans le cadre de la **Septième consultation** des Etats Membres (couvrant la période 2000-2005).

13. La Guinée n'a pas soumis de rapport à l'UNESCO sur la mise en œuvre de la Recommandation de l'UNESCO sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales de 1974 dans le cadre de la :

- **Quatrième consultation** des Etats membres (couvrant la période 2005-2008)
- **Cinquième consultation** des Etats membres (couvrant la période 2009-2012)

14. La Guinée a soumis un rapport à l'UNESCO sur la mise en œuvre de la Recommandation de l'UNESCO sur le développement de l'éducation des adultes de 1976 dans le cadre de la :

- **Première consultation** des Etats membres (1993)
- **Seconde consultation** des Etats membres (2011)

15. La Guinée **n'est pas partie** à la Convention de l'UNESCO sur l'enseignement technique et professionnel de 1989.

Freedom of opinion and expression

Constitutional and Legislative Framework:

16. Freedom of expression is guaranteed under Article 7 of the Constitution of the Republic of Guinea (1991, amended in 2001).¹¹
17. Guinea passed two laws related to the press on 22 June 2013. The first one, Law L2010-002 CNT¹², on media freedom, replaces Law 91-005 CTRN (1991). The new Law decriminalizes several media offences, although libel against the head of state, slander, and false reporting remain offenses under the new law and can be subject to high fines. While the previous law was limited to the print media, the new one also applies to state and privately-owned broadcast and online media.¹³

¹¹ http://www.wipo.int/wipolex/en/text.jsp?file_id=234309

¹² http://www.hcch.net/upload/cp_gn.pdf

¹³ http://www.loc.gov/lawweb/servlet/lloc_news?disp3_l205402099_text

18. Defamation, libel and insult are criminal offences under the Penal Code (1998) and are punishable by a jail term of up to one year.¹⁴

19. Guinea passed the Organic Law on Access to Information in 2010¹⁵.

Media Self-Regulation:

20. Media self-regulatory mechanisms exist in the country including through the Guinea Press Council and the Association of Guinean Journalists (AJG).¹⁶

Safety of Journalists:

21. **UNESCO recorded no killing of journalists in Guinea between 2008 and 2012¹⁷.** Journalists and media workers were reportedly attacked while covering various demonstrations in the capital Conakry.

III. RECOMMENDATIONS

22. Recommendations made within the framework of the Working Group on the Universal Periodic Review in 2010

23. Guinea was then recommended to:

- i) *71.15. In cooperation with OHCHR, strengthen the education of public order forces and the army with regard to their obligation to respect human rights and international humanitarian law, as well as to fulfill the United Nations basic principles on the use of force and firearms by law enforcement officials (Mexico);*
- ii) *71.17. Strengthen education and training in human rights, in particular in the judiciary and in the security forces and military (Costa Rica);*
- iii) *71.18. Continue human rights sensitization campaigns promoting human rights education and training (Senegal);*
- iv) *71.30. Follow up on the recommendations of the Committee on the Elimination of Discrimination against Women on redoubling national efforts in favour of gender equality, in particular through education and awareness raising campaigns; ... (Mexico);*

¹⁴ <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=country&category=LEGAL&publisher=&type=LEGISLATION&coi=GIN&rid=&docid=44a3eb9a4&skip=0>

¹⁵ ORGANIC LAW L 2010/004/CNT/, <http://www.right2info.org/resources/publications/laws-1/guinea-ati-law-2010> (accessed 17/01/2014).

¹⁶ <http://www.rjionline.org/MAS-Codes-Guinea-Ethics>

¹⁷ UNESCO condemns killing of journalists <http://www.unesco.org/new/en/communication-and-information/freedom-of-expression/press-freedom/unesco-condemns-killing-of-journalists/> (accessed 17/01/2014).

- v) 71.42. [...] strengthen its awareness-raising and educational efforts to address the health consequences of female genital mutilation and provide medical support to those affected by it (Slovenia);
- vi) 71.43. Raise awareness about the Law on Reproductive Health and strengthen education efforts in this area, ensure that perpetrators of female genital mutilation are prosecuted, address the health consequences of female genital mutilation and provide medical support to victims (Netherlands);
- vii) 71.45. Undertake more effective measures to address the problems of impunity and violence against women and girls, including through strengthening of law enforcement and the judicial system and intensive media and education programmes aimed at increasing public awareness and sensitivities on the rights of women (Malaysia);
- viii) 71.95. Continue the efforts in providing free education and health care and combating female genital mutilation and HIV/AIDS (Indonesia);
- ix) 71.96. Take all measures necessary to increase State financing for education (Belarus);
- x) 71.97. Ensure that girls and women have equal access to education at all levels, and ensure the retention of girls in school (Norway);
- xi) 71.105. Seek support from the international community, and particularly from United Nations institutions and programmes, in order to establish capacity building and technical assistance programmes, notably in the areas pertaining to human rights training; child labour; women's rights, particularly female genital mutilation; security, in particular the reinforcement of the army and the judiciary; support for families and communities to help them in fighting against the effects of poverty and HIV/AIDS; education; and juvenile justice (Côte d'Ivoire).

24. Analysis: Guinea adopted a new Constitution in 2010 that ensures human rights such as equality before the law and the principle of non-discrimination. In addition, Guinea adopted a general educational plan to promote gender equality and to achieve quality education. However, available information shows that Guinea did not take sufficient measures to protect women rights and provide sexual education, including on genital mutilation or HIV/AIDS.

25. **Specific recommendations for the second UPR cycle on the right to education:**

25.1 Guinea is encouraged to continue to submit state reports for the periodic consultations of UNESCO's education related standard-setting instruments.

25.2 Guinea is encouraged to intensify its efforts to achieve universal primary education and to increase educational opportunities for illiterate people.

25.3 Guinea is encouraged to take additional measures to address high drop-out rates, low transition rates between primary and secondary education.

25.4 Guinea is encouraged to further its efforts to eliminate all costs of schooling, including hidden costs for families.

25.5 Guinea is encouraged to intensify its efforts to enhance the quality of education and dedicate more resources to improve teacher's working and living conditions.

25.6 Guinea is encouraged to take additional measures to further promote women rights providing education on genital mutilation and HIV/AIDS consequences.

Freedom of opinion and expression

26. Guinea is encouraged to decriminalize defamation and insult laws, currently in the Penal Code as well as the Law L2010-002 CNT, and place them within the civil code that is in accordance with international standards.

27. Guinea must ensure that journalists and media workers are able to practice the profession in a free and safe environment as part of their fundamental human rights. It must investigate all attacks on journalists and media workers, and ensure full implementation of the rule of law.

Cultural rights

28. As a State Party to the Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage (1972), the Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage (2003), the Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions (2005), Guinea is encouraged to fully implement the relevant provisions that promote access to and participation in cultural heritage and creative expressions and, as such, are conducive to implementing the right to take part in cultural life as defined in article 27 of the Universal Declaration of Human Rights and article 15 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. In doing so, Guinea is encouraged to give due consideration to the participation of communities, practitioners, cultural actors and NGOs from the civil society as well as vulnerable groups (minorities, indigenous peoples, migrants, refugees, young peoples and peoples with disabilities), and to ensure that equal opportunities are given to women and girls to address gender disparities.

Freedom of scientific research and the right to benefit from scientific progress and its applications

29. With regard to contribution of science and technology to development, Guinea is encouraged to report to UNESCO within the framework of the on-going consultations with Member States on the monitoring of the implementation and the proposed revision of the 1974 Recommendation on the Status of Scientific Researchers, in particular on the measures undertaken in the country to implement such principles of the Recommendation as the obligation of state authorities to ensure that scientific researchers have the responsibility and the right to work in a spirit of intellectual freedom; to participate in the determination of the aims, content and methods of research, which should be compatible with respect for universal human rights and fundamental freedoms, as well as ecological and social responsibility; to creativity, occupational mobility, international cooperation for furtherance of international peace, cooperation and understanding, etc.